

Assassinats dans les prisons d'Hassan II : la mort de plusieurs grévistes de la faim

P. 8

lutte **ouvrière**

**Le pouvoir
d'achat
baisse :
je perds,
tu perds,
ils profitent...**

P. 6 et 7

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 848 - 1^{er} septembre 1984 - prix : 6 F

**Patrons et gouvernement
à l'œuvre.
Aujourd'hui chez Citroën,
ailleurs demain :**



**Travailleurs,
serrons
les coudes**

Dans le monde

Page 4 :

- Pérou : l'armée massacre, la gauche prépare les élections.
- Afrique du Sud : les Indiens disent non à l'Apartheid.
- Israël : l'extrême-droite s'affiche.

Page 5 :

- En s'en prenant aux nationalistes basques de l'ETA, ce sont les libertés démocratiques que l'Etat français bafoue.
- Naufrage du *Mont-Louis* : les silences de la mer... et ceux des ministres.

Page 8 :

- Grande-Bretagne : les dockers solidaires des mineurs.
- Maroc : mort de plusieurs grévistes de la faim.

En France

Pages 6 et 7 :

- Je perds, tu perds... ils profitent.
- Prêts bonifiés à l'industrie : toujours bons à prendre.
- Dividendes : la bonne surprise de l'été.
- Au service du patronat, EDF n'est pas emprunté.
- Jacques Calvet : une carrière au service de l'argent.
- Spéculations sans frontières.

Page 9 :

- Dans les entreprises : Bouyssou Bordeaux-Bastide ; RVI Feuillat.
- Saint-Ouen : « Cachez ces locataires que je ne saurais voir ! ».

Culture

Pages 10 et 11 :

- Livres : *Les canuts* d'E. et J. Vingtrinier ; *La ciociara* d'A. Moravia.
- Film : *Le bon roi Dagobert*.
- Une nouvelle salle d'astronomie au Palais de la Découverte.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Un policier antillais victime... du racisme policier

Cette affaire aura mis plus de 15 jours à émerger. Elle commence le 6 août : des CRS font des contrôles d'identité à Barbès. Scène banale, dans ce quartier de Paris habité en grande partie par des immigrés. Ces CRS s'en prennent à un Antillais, Sébastien Pyram, qui refuse de se laisser fouiller après avoir montré ses papiers. Frappé à la tête, il est embarqué dans un car de police où il est frappé et couvert d'insultes racistes. Ce genre de scène aussi est assez banale. Le hic, c'est que le tabassé fait partie de « la grande maison ». Il est gardien de la paix à Argenteuil. Mais à Barbès, il était en civil. Et avant de frapper, les CRS ne lui avaient pas demandé sa profession.

Sébastien Pyram souffre de traumatismes faciaux et dentaires. Mais les CRS n'en affirment pas moins que le blessé est l'agresseur et que c'est lui qui a frappé l'un de leurs collègues dans le car. Un cas de légitime défense, pour eux !

Et si Sébastien Pyram a dix jours d'arrêt de travail et a porté plainte, les hautes sphères de la police ont déjà pris position en suspendant ce gardien de la paix de ses fonctions : on ne sait jamais, si cela pouvait l'amener à retirer sa plainte.

Téléphone : Raccrochez, c'est une erreur

La secrétaire d'Etat à la Consommation, Catherine Lalumière, s'insurge contre l'UFC, l'Union fédérale des consommateurs, qui demande aux abonnés du téléphone de ne pas payer la hausse. Elle déclarait : « Si, en démocratie, une organisation de consommateurs est toujours fondée à contester l'opportunité de la hausse des tarifs de tel ou tel service public et à le faire largement savoir, encore faut-il qu'elle agisse dans la légalité ». L'UFC se livrerait donc à « une véritable incitation à la fraude ».

Pour Lalumière, vous pouvez toujours contester, mais d'abord il faut passer à la caisse.

Mais qui est le fraudeur, en l'occurrence ? L'Etat, qui augmente le téléphone pour renflouer ses caisses et crée ainsi un impôt supplémentaire sans le dire ? Ou l'UFC, qui considère qu'on ne doit payer que le service du téléphone et qui refuse cet impôt nouveau ? Et là, l'UFC a un argument de poids puisque le code des PTT prévoit « que les recettes doivent couvrir les dépenses d'exploitation et d'investissement et rien d'autre ». Alors, qui est dans l'illégalité ?

Reagan : pour quelques voix divines de plus ?

Pendant que les caméras étaient braquées sur la convention du Parti Républicain à Dallas, une autre sorte de « convention » se tenait à New York, sans bénéficiaire de la même publicité tapageuse. Et pourtant, les participants de New York sont dignes de davantage de considération : il s'agit d'un docte rassemblement de crânes fossiles ayant appartenu à divers ancêtres, éloignés ou proches, de l'homme, depuis les Australopithèques, vieux de 2 à 3 millions d'années, venus exprès d'Afrique du Sud et de Tanzanie, jusqu'à l'homme de Cromagnon (25 000 ans) en provenance d'Europe.

Cette exposition, qui se tient jusqu'au 7 septembre au Musée d'histoire naturelle de New York, vient à point dans ce pays où fleurissent des idées rétrogrades et obscurantistes. C'est ainsi que le « créationnisme » ferait encore recette en cette fin de vingtième siècle : une théorie selon laquelle les hommes auraient été faits en six jours, les espèces seraient absolument fixes, conformes aux dispositions prises par le dieu de la Bible. Certains de ces « créationnistes » se sont d'ailleurs rendus chaque dimanche au Musée d'histoire naturelle pour distribuer un tract et manifester... contre l'exposition des crânes.

Ces manifestations n'ont rien d'aimables plaisanteries, car elles sont relayées par l'administration de plusieurs Etats qui, depuis plusieurs années, fait pression pour que, dans les écoles, on ignore toute évolution des espèces et qu'on s'en tienne à la Bible. Au cours de la convention républicaine de Dallas, c'est Reagan (sans doute en quête de voix dans l'électorat réactionnaire) qui a prêché les vertus de la religion, spécialement pour les hommes politiques et les écoliers. Et c'est surtout sur ces derniers que s'est penché Reagan, en se déclarant prêt à encourager les prières dans les écoles.

Bref, on n'est pas sorti des ténèbres, et cela dans le pays le plus « développé » du monde, qui est à la pointe du progrès des sciences !

Nous, on a le pinard...

Le succès des bordeaux, champagnes et bourgognes en Amérique du Nord et des cognacs en Extrême-Orient annonce un record d'exportations pour les vins français cette année, d'après le journal *Le Figaro* du 27 août.

Globalement, le chiffre d'affaires des exportations de vins devrait être cette année de 18 milliards de francs.

Aux USA, les exportations ont ainsi augmenté de 41 %. Au Japon (mais oui, nos industriels ont trouvé la faille au Japon) l'augmentation a été de 26 %. Bien sûr, quelques sceptiques diront que ces pourcentages ne veulent pas dire grand-chose. Mais quand même, ils ne pourront nier qu'il y a eu progression !

Il paraîtrait, toujours d'après *Le Figaro*, que la hausse du dollar y serait pour quelque

chose. Alors, si le franc plonge, le commerce du vin remonte : ça y est, on tient le bon coup...

Contemplation... érotique

Les femmes qui croyaient pouvoir bronzer intégralement sur des bateaux, aux abords de l'île Saint-Honorat, près de Cannes, à l'abri des regards indiscrets, voire lubriques, ont dû déchanter. Les moines de l'abbaye cistercienne les relouaient de la fenêtre de leurs cellules. Spectacle il est vrai plus attrayant que le grand large... Adieu prières !

Il a fallu que quelques moines se plaignent, et les bateaux sont donc maintenant interdits de séjour au large de l'abbaye. Fini le spectacle ! Mais il reste les rêves... De quoi mettre du piment dans la méditation.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE	NOM :
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE	Prénom :
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F
	Adresse :

	Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

TRAVAILLEURS, SERRONS LES COUDES !

C'est en se faulant entre des chicanes, des sas, des grilles mises en place pour filtrer les indésirables, sous l'œil soupçonneux d'une maîtrise arrogante et la surveillance des flics que la direction de Citroën entendait faire rentrer au travail les travailleurs, c'est-à-dire ceux qu'elle n'a pas licenciés, car les licenciés, eux, se retrouvaient interdits de séjour à l'usine entourée de CRS. Eh bien, à Citroën Aulnay mais aussi dans d'autres usines plus petites, les travailleurs ont, malgré ce déploiement de forces, marqué le coup. Ce jeudi, la CGT avait convoqué les travailleurs, licenciés ou non, à une assemblée. Et la plupart des travailleurs ont fait demi-tour, faisant à juste titre une affaire de dignité de ne pas rentrer à l'usine comme dans un camp de travail forcé.

La direction de Citroën avait obtenu il y a une semaine le feu vert du gouvernement sans condition ni contrepartie — car le « plan de formation » des licenciés ne lui coûtera certainement pas bien cher. Elle espérait prendre les travailleurs de court, juste au retour des vacances. Elle voulait mettre en condition ceux qui restent au travail, pour qu'ils acceptent les licenciements de leurs camarades ainsi que les cadences, la discipline pour eux-mêmes. Elle voulait éviter ainsi des remous comme en mai. Mais les travailleurs ont réagi et ce vendredi matin un autre meeting doit avoir lieu aux portes de l'usine d'Aulnay pour la prise de l'équipe du matin.

Les travailleurs de Citroën peuvent certainement contraindre la direction de Citroën à adopter un style moins provocant, et ce serait tant mieux. Mais cela ne signifierait pas encore qu'elle renonce à sa politique. Car il faudrait pour cela tout autre chose.

La direction Citroën a en réalité de nombreux alliés. Elle a le gouvernement socialiste, qui a accepté les licenciements au moment où cela arrangeait le plus la direction Citroën : pendant les vacances, de sorte que les licenciés sont hors de l'usine sans avoir pu même se concerter avec leurs camarades. Elle a aussi comme alliés directs certains syndicats, qui ont carrément pris le parti de la direction Citroën.

Même la CGT, qui elle au moins proteste et refuse, est pourtant loin de mener une politique susceptible de faire reculer Citroën. En même temps qu'elle dénonce les licenciements, elle marche, elle aussi, en partie dans les fausses raisons sur la nécessité de la modernisation données par le gouvernement et la direction. Et surtout, elle ne cherche pas à user de tout son crédit, de toute son autorité auprès des travailleurs du pays pour faire en sorte que l'éventuelle riposte aux licenciements chez Citroën ne repose pas sur les seuls travailleurs de Citroën. Les dirigeants de la CGT se disent favorables à l'action, mais ils ne

prennent pas les devants et attendent que les initiatives viennent des travailleurs de Citroën. Mais justement, les travailleurs de Citroën — et à plus forte raison les licenciés — ne sont pas les mieux placés pour avoir le moral de se défendre et la force de gagner, s'ils sont laissés à eux-mêmes. Ce qui pourrait leur donner ce moral et cette force, c'est le sentiment qu'ils sont soutenus par les autres travailleurs et leurs organisations, que celles-ci sont prêtes à prendre la responsabilité de l'offensive nécessaire.

Les dirigeants de la CGT savent qu'une partie des travailleurs ne croit pas trop aux possibilités de faire reculer Citroën. Ils savent aussi que l'échéance de dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans l'automobile dans les années à venir — 80 000 vient-on d'annoncer, dont 20 000 chez Renault — contribue à faire apparaître les licenciements en cours comme inévitables et à démoraliser l'ensemble de la classe ouvrière. Ils savent que ce qui pourrait changer ce sentiment, c'est que la CGT ne se contente pas de dire qu'elle suivra éventuellement les travailleurs qui voudraient se battre, mais qu'elle est prête à organiser la lutte, qu'elle est pour, qu'elle invite les travailleurs à s'y lancer, et qu'elle sait qu'il faudra l'entreprendre et le plus vite possible.

En réalité, en faisant mine d'attendre que les réactions viennent des travailleurs eux-mêmes, les dirigeants de la CGT laissent jouer tout ce qui aujourd'hui pèse sur le moral et la combativité de la classe ouvrière : le sentiment d'avoir été trahie par le gouvernement de gauche, l'idée qu'il n'y a rien à faire devant la politique antiouvrière de celui-ci et la crainte du chômage. En laissant se développer cette passivité, c'est-à-dire au bout du compte en l'entretenant, ces dirigeants montrent une fois de plus qu'ils sont responsables vis-à-vis des patrons, vis-à-vis du gouvernement. Mais ils montrent du même coup que la classe ouvrière ne doit pas compter sur eux pour se défendre.

Alors, c'est vrai, la situation est difficile pour les travailleurs confrontés aux licenciements, à Citroën, à Creusot-Loire et dans bien d'autres usines dès aujourd'hui, et très bientôt à Renault, à Peugeot et ailleurs.

Mais elle l'est d'autant plus que personne ne propose à ces travailleurs de se défendre autrement qu'en ordre dispersé, secteur concerné après secteur concerné. De cela, beaucoup de militants CGT ou autres sont conscients, comme ils savent bien au fond qu'une tout autre politique serait possible. Eh bien, ce sont eux qui peuvent aujourd'hui ouvrir des perspectives à la classe ouvrière, attaquée dans son ensemble et sur de nombreux terrains, mais dont la force est intacte et qu'elle peut employer si elle le décide.

Arlette LAGUILLER

La loi Savary au panier, Chevènement titularisé

Mitterrand avait déjà annoncé le retrait de la loi Savary. Chevènement, en précisant les dispositions concernant l'enseignement privé, vient de confirmer le recul du gouvernement sur toute la ligne. Si l'école des curés va continuer à élarger au budget des collectivités locales et à celui de l'Etat, il n'est plus question que ni les collectivités locales ni l'Etat aient un droit de décider de quoi que ce soit dans son fonctionnement. Quant à la titularisation des maîtres de l'enseignement privé, il n'en est plus question non plus.

Pierre Daniel (président de l'Union Nationale des Associations de Parents d'Elèves de l'Enseignement Libre, organisation qui assumait un rôle prépondérant dans les manifestations contre la loi Savary) trouve que les propositions de Chevènement « vont dans le sens de l'apaisement ». Il est vrai que, devant la retraite peu glorieuse de Mitterrand, tous les « enfants de curés » auraient maintenant des difficultés à se mobiliser sur le thème de la défense de l'enseignement privé. Défendu et soutenu, il l'est maintenant sans conteste au plus haut niveau de l'Etat.

Ce n'est pas qu'il ait été véritablement attaqué, car le projet Savary globalement voulait peut-être introduire un peu plus de contrôle de l'Etat, mais assurait en même temps plus de subventions. La « querelle scolaire » ne fut en réalité qu'un énorme prétexte saisi par la

droite pour mobiliser des troupes, ce qu'elle réussit au-delà même de ce qui avait pu être ses espérances de départ.

Ce prétexte, le gouvernement le leur a fourni parce qu'il cherchait un terrain sur lequel il puisse donner l'impression de donner satisfaction à son électeurat, à la fraction de la gauche — les enseignants en

particulier — parmi laquelle le thème de la laïcité a toujours eu une certaine résonance.

C'était purement démagogique, et cela n'aurait pas vraiment masqué que, sur tous les autres terrains, la gauche faisait la politique de la droite. Mais ce ne fut de toute manière qu'une simple velléité, puisqu'il a suffi que la droite se

montre pour que Mitterrand recule. Ce qui vient d'être confirmé et reconfirmé, c'est qu'il n'y a aucun terrain, aussi peu significatif soit-il, où la gauche au gouvernement ait tenu tête à la droite et à la bourgeoisie pour faire la politique que ses électeurs attendaient d'elle.

L.G.

A NOS LECTEURS

Ce numéro de *Lutte Ouvrière* paraît sur une pagination réduite en raison de problèmes liés aux congés. Il reparaitra dès le prochain numéro sur une pagination plus importante.

La droite met un bémol

Le « pouvoir mitterrandiste » avait été quelque peu malmené par la mobilisation de la droite à propos de l'école confessionnelle. Et lorsque aux « Européennes » il n'avait pu masquer l'amenuisement de sa base électorale, il avait pu sembler en difficultés. Mais après que la capitulation sur la question scolaire a été confirmée et reconfirmée, maintenant que le feuillet du référendum semble promis à une mise entre parenthèses, sans que la droite semble pouvoir en tirer gloire, et alors que fonctionne le gouvernement Fabius sans ministres communistes, l'opposition va-t-elle changer de ton ?

Il est vrai qu'un Edgar Faure a adressé des louanges au nouveau Premier ministre, qu'un Barre a fait mine de ne pas être tout à fait hostile au référendum (ce qui ne l'a pas empêché de voter contre au Parlement), qu'un Léotard (UDF) est allé rendre

visite à Mitterrand au fort de Brégançon, qu'un Barnier, député RPR, ne boudera pas la visite présidentielle dans son département, etc. Il est vrai que, parmi ces politiciens professionnels, il en est qui parlent de « décrispation » ou de « coexistence pacifique ». Quant à savoir pour combien de temps, ça c'est une autre affaire. Il est tout aussi vrai qu'il en est d'autres qui ne changent pas, même momentanément, de langage, et parlent des dirigeants actuels — Mitterrand compris — toujours avec la même hargne et le même mépris, cherchant par là à conserver sinon à rameuter l'électorat grâce auquel ils espèrent revenir au pouvoir.

Mais, qu'ils affichent une tête de « crispé » ou de « décrispé », pas plus les uns que les autres ne sont prêts à se compromettre, en acceptant maintenant une responsabilité gouvernementale

quelconque. Leur perspective actuelle, c'est de préparer la reprise par la droite de la totalité des rênes du pouvoir gouvernemental, et ils préfèrent laisser la gauche se discréditer jusqu'au bout.

En réalité tout ce petit monde de politiciens se cherche et se place pour les élections législatives de 1986, voire, pour certains, pour les présidentielles. Leur problème c'est : Est-ce qu'il vaut mieux faire concurrence à Le Pen sur son terrain, alors qu'il prend des voix à la droite ? Est-ce qu'il vaut mieux faire alliance avec lui ? Ou est-ce qu'il y a plus de voix à gagner en jouant la modération et le centrisme ? Ou bien n'y a-t-il pas moyen d'avoir l'air de tout concilier pour ratisser plus large ?

Ce qui est certain, c'est que de toute façon les jeux politiques de la droite comme de la gauche

se déroulent dans l'indifférence la plus complète de la masse de la population. La petite guerre à propos du référendum n'a intéressé personne, et même le changement de gouvernement ne passe plus pour un événement, quelques semaines après. La gauche est discréditée, mais ça ne suffit pas à redorer le blason de la droite, et c'est le dégoût de la politique qui émerge au-dessus de tout cela.

Alors, tout cela laissera-t-il Mitterrand et le gouvernement actuel accomplir sans trop de problèmes leurs tâches de larbins du capital ? Toujours est-il que, du côté de la presse pro-gouvernementale, on tente de s'en persuader en parlant et réparant de « décrispation ». A force d'en parler, qui sait si elle ne pourrait surgir ? La méthode Coué en somme.

L.G.

Pérou

L'armée massacre, la gauche prépare les élections

Il y a une semaine, au Pérou, un charnier de 50 cadavres mutilés a été trouvé dans une zone contrôlée un temps par le mouvement maoïste de guérilla appelé Sentier Lumineux et reprise depuis vingt mois par l'armée péruvienne. Et d'autres fosses communes existent sans doute dans cette même région où 900 personnes auraient disparu.

Voilà qui en dit long sur les méthodes de l'armée péruvienne pour reprendre le contrôle de ces régions les plus déshéritées du Pérou. Le général Huaman Centano chargé des opérations militaires — et qui vient d'être limogé — disait lui-même : « Si on n'investit pas des millions de dollars dans cette zone, elle risque de se transformer en Nicaragua ». En fait, c'est en exterminant des villages, des populations entières que les militaires restaurent l'ordre.

En réalité, depuis le 20 juillet où le gouvernement du civil Belaunde Terry avait

décidé une offensive contre le Sentier Lumineux, les différentes forces de sécurité qui avaient le feu vert ont été bien incapables de mener à bien l'expédition radicale sur laquelle semblait compter le gouvernement pour récupérer un peu de crédit.

Et aujourd'hui, tout au contraire, le régime apparaît un peu plus incapable et usé.

L'ensemble de l'opposition, en particulier les partis de gauche et les organisations syndicales qui préparent aussi déjà les prochaines élections d'avril 1985, avaient appelé à une « marche de la paix et de la justice sociale » pour protester à la fois contre la brutalité des méthodes gouvernementales et contre toutes les violences d'où qu'elles viennent, c'est-à-dire aussi contre le terrorisme du Sentier Lumineux.

Mais le gouvernement n'a pas toléré cette manifestation d'une opposition très respectueuse pourtant de l'ordre et de la paix sociale.

Dans le Pérou ruiné par les difficultés économiques et où, depuis des mois, les crises politiques succèdent aux crises politiques, les affrontements entre forces de l'ordre et grévistes ou manifestants ne sont pas rares. Mais c'est la première fois depuis le retour au pouvoir du civil Belaunde Terry, que l'armée est intervenue directement à Lima. Alors aujourd'hui, l'ensemble des partis et regroupements de gauche sont partagés entre l'espoir de profiter électoralement de la situation dans quelques mois et la crainte de voir l'armée reprendre le devant de la scène.

Et tout le problème aujourd'hui, pour les classes pauvres des villes et des campagnes péruviennes, c'est que cette opposition fait bien des promesses, mais ne propose rien aux classes populaires, rien d'autre que de faire confiance au bulletin de vote, qui est d'autant plus un leurre que le pays est pauvre.

Afrique du Sud

BOYCOTT DES ÉLECTIONS

Avec les Noirs et les Métis, les Indiens disent non à l'Apartheid

En Afrique du Sud, le boycott des élections à la Chambre indienne appelé par les Congrès indiens du Transvaal et du Natal, a été encore plus suivi que celui des Métis : plus de 80 % d'abstentions.

La campagne électorale s'est déroulée dans un climat de violence. La veille du scrutin, le gouvernement arrêta 173 personnalités partisans du boycott. Des milliers d'écoblis ont boycotté leurs cours. Le jour du vote, mardi 28, dans plusieurs villes, la population qui manifestait autour des bureaux de vote a été dispersée à coups de matraques, gaz lacrymogènes et chiens policiers.

Le gouvernement raciste de Pretoria souhaitait créer une zone tampon entre Blancs et Noirs, en plaçant une Chambre indienne et une Chambre métisse à côté de celle des Blancs. Pendant tout un temps, la communauté indienne a été tenue pour privilégiée parce qu'elle se

trouvait placée à un degré moins bas que les autres dans la hiérarchie raciale. Mais comme les Noirs, comme les Métis, les descendants des coolies indiens, amenés comme main-d'œuvre par les Anglais, n'ont pas été épargnés par le régime d'Apartheid. Le pouvoir blanc les oblige à vivre dans des quartiers réservés, à fréquenter écoles et hôpitaux spéciaux, à ne se marier qu'entre eux.

Le régime a parfois utilisé les rivalités entre communautés. Mais le succès des boycotts indiens et métis, auxquels toutes les organisations anti-Apartheid noires, métisses, indiennes ont appelé ensemble, a renforcé les liens contre l'oppression. Les Noirs, qui sont 75 % de la population d'Afrique du Sud et pour qui aucune représentation n'a été prévue, ont renforcé leurs liens avec leurs alliés contre un pouvoir blanc de plus en plus honni.

ISRAËL

L'extrême-droite s'affiche

Le député-rabbin Kahane, dirigeant d'une organisation d'extrême-droite religieuse, avait l'intention de débarquer dans la ville d'Oum El Faham, la deuxième ville arabe d'Israël, avec 200 de ses partisans en armes, le 29 août, pour « convaincre » la population palestinienne de quitter Israël.

La population arabe lui donna sa réponse en se mobilisant. La grève générale fut décidée. Pas question que Kahane entre dans la ville. Des Juifs étaient là pour les soutenir. Plus de 200 policiers étaient aussi présents. Et à l'annonce de l'arrivée de Kahane, les heurts entre les habitants d'Oum El Faham, ceux qui étaient venus les soutenir et les forces de l'ordre commencèrent. Mais Kahane et ses partisans ne purent pénétrer dans la ville.

Il est sûr que Kahane venait avant tout se faire, pour lui et pour son organisation, une bonne publicité, en tant que militant anti-arabe.

Cette démonstration de force, on ne s'y est pas opposé en haut lieu : le ministre de l'Intérieur, Yos-

sef Bourq, qui est aussi chef du Parti National Religieux, avait exigé que les autorités arabes laissent entrer le député Kahane dans leur ville, sous prétexte qu'il bénéficiait de l'immunité parlementaire. Immunité parlementaire dont n'ont pas bénéficié les députés de gauche, quelques jours auparavant, quand ceux-ci ont voulu aller visiter les 25 terroristes juifs incarcérés à la prison de Tel Mond, pour « savoir si les autres prisonniers de Tel Mond profitent des mêmes avantages », comme le déclarait l'un de ces députés.

Car ces terroristes juifs ne sont pas considérés comme de vulgaires terroristes palestiniens et jouissent de conditions de détention toutes particulières : téléphone, club-vidéo, télévision, salles d'études et visites régulières de leurs familles ou même de députés d'extrême-droite. Certains ont obtenu aussi l'autorisation de sortir pour assister à des cérémonies religieuses.

L'Etat fait vraiment preuve de beaucoup de prévenance vis-à-vis des terro-

ristes juifs comme des organisations d'extrême-droite religieuses. Car il mène au fond la même politique qu'eux contre les populations arabes : guerres, massacres se sont succédé depuis la création d'Israël. Du terrorisme à grande échelle !

Marie-Claude SOLAC

TCHAD

500 morts de la faim

En deux semaines, du 6 au 19 août, 500 personnes sont mortes de faim dans le sud du Tchad. C'est ce que nous apprenait le secrétaire d'Etat tchadien à la Lutte contre les calamités naturelles. Une partie des victimes ont été intoxiquées par la consommation de tubercules, de feuilles ou de racines de plantes toxiques. Les personnes les plus touchées sont les plus faibles : les femmes enceintes, les enfants et les vieillards.

Et cela se passe dans une région considérée comme le « grenier du pays » ! Les cultures traditionnelles ont été réduites, l'impérialisme français ayant imposé la culture quasi exclusive du coton, pour son seul profit. Le comble étant encore que le Tchad soit devenu maintenant exportateur de haricots verts, que l'on plante et que l'on arrose là-bas, à seule fin que des individus puissent faire un régime pour ne pas grossir !

C'est cet ordre-là, ces choix-là, que l'armée de l'impérialisme français est chargée de défendre par sa présence. C'est pourquoi il y a là-bas 3 200 militaires, qui coûtent officiellement 3 millions de francs par jour ou un milliard par an.

De quoi empêcher de mourir de faim combien de fois cinq cents personnes ?

Salvador

La guerre s'intensifie

Napoleon Duarte président du Salvador, c'était paraît-il la victoire de la démocratie sur le fascisme, la fin de la terreur. Le major d'Aubuisson, qui personnifiait l'extrême-droite, avait été battu par le plus « libéral »

Duarte, et cela à la satisfaction des Etats-Unis qui avaient alors décidé d'accroître leur aide militaire au nouveau gouvernement chargé de venir à bout des mouvements de guérilla qui contrôlaient une partie du pays.

Alors, c'est à coups de bombes au napalm et autres produits chimiques déversés aujourd'hui sur le pays que Duarte tente d'exterminer la rébellion armée. Les bombardements effectués par l'aviation gouvernementale ont causé la mort de 1 235 civils dans les cinq premiers mois de l'année. Et cela continue. Et les millions de dollars accordés par les USA au gouvernement salvadorien servent à exterminer des populations, c'est-à-dire des milliers de paysans — les hommes, mais aussi les femmes et les enfants, car les roquettes lancées des avions par les troupes gouvernementales sur les villages ne font pas de différence.

Oui, aujourd'hui au Salvador c'est la guerre. Une guerre qui oppose l'armée salvadorienne, équipée, armée, entraînée par les USA, à la population pauvre.

Marie-Claude SOLAC

En s'en prenant aux nationalistes basques de l'ETA,

ce sont les libertés démocratiques que l'Etat français bafoue

Le 26 août dernier, et pour la deuxième fois en un mois, le tribunal de Pau a donné un avis favorable à la demande du gouvernement de Madrid d'extradition de militants basques espagnols réfugiés en France. Au total, aujourd'hui, sept militants de l'organisation séparatiste ETA risquent d'être remis entre les mains du gouvernement espagnol.

Pour l'instant le gouvernement français n'a pas encore confirmé le verdict du tribunal de Pau. Et les délais seront peut-être de quelques mois, puisque les militants basques ont fait appel. Mais les menaces qui pèsent sur eux sont lourdes. C'est pourquoi d'ailleurs ils ont entamé une grève de la faim.

Car cela fait maintenant des années que les différents gouvernements français, qui se vantent tous d'être attachés à la notion de « France terre d'asile », violent ces principes. Du temps de Giscard, il y avait eu, en 1977, l'extradition de Klaus Croissant, l'avocat allemand de la « bande à Baader ». Des membres des Brigades Rouges italiennes avaient subi le même sort. A cette époque aussi, le gouvernement français avait décidé de supprimer le statut de réfugiés politiques aux militants basques, prétextant un retour en Espagne d'un régime démocratique.

A cette époque-là le Parti Socialiste français, dans l'opposition, réclamait le respect du droit d'asile. Et Robert Badinter, en tant qu'avocat, défendit même avec succès en 1979 Miguel Goicoechea Elorriaga, menacé d'extradition pour le meurtre de deux gardes civils.

D'ailleurs, lors de l'arrivée au pouvoir en France de la gauche, le gouvernement socialiste avait repris ses distances vis-à-vis des autorités espagnoles et remis en liberté les militants basques assignés à résidence par le gouvernement précédent.

Or depuis plusieurs mois, prétextant à son tour l'existence en Espagne d'un régime démocratique après l'arrivée du socialiste Gonzalez, le gouvernement socialiste français a tenu à donner des appuis au gouvernement espagnol dans sa chasse contre l'opposition séparatiste basque, se faisant le véritable complice de la politique de répression.

Ainsi, officiellement, des accords de coopération ont été signés le 14 juin dernier entre Paris et Madrid, pour

mettre en œuvre tous les moyens policiers et judiciaires nécessaires pour traquer les militants basques de l'ETA. De même, le gouvernement français a laissé agir impunément en France les commandos terroristes du GAL, une organisation d'extrême-droite, financée et dirigée par les autorités espagnoles, recrutant des hommes de main parmi les anciens du SAC et le milieu de Bordeaux ou de Pau. Dans le même temps, le gouvernement français prenait des mesures contre les réfugiés politiques basques. Il déportait 24 militants vers l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, tandis qu'il renouait avec la pratique des assignations à résidence au nord de la Loire, frappant de cette mesure des dizaines de réfugiés. Enfin il a remis en cause le droit d'asile pour plusieurs autres réfugiés politiques basques, en les arrêtant et en les considérant comme des criminels de droit commun, afin de pouvoir les extraditer

Le Comité pour la défense des Droits de l'Homme au Pays basque demande de publier le communiqué suivant :

« Depuis des mois, nous essayons de lutter seuls, par nos propres moyens, pour la défense des Droits de l'Homme au Pays basque !

Hélas, la décision d'extradition prise hier par le président de la cour d'appel de Pau nous contraint à envoyer « SOS » de tous côtés !

La décision suprême est entre les mains de Joxe et de Badinter, enfin de Mitterrand... »

C'est pourquoi ils appellent le plus de monde possible à



Luciano Mariscal et José Carlos Ramirez, au tribunal, en attendant le verdict, le 24 août. (AFP)

comme le souhaitait le gouvernement espagnol. La traduction des sept militants devant le tribunal de Pau en est la conséquence, 19 autres dossiers étant encore en attente.

Aujourd'hui, le gouvernement français et ceux qui le soutiennent justifient la collaboration de la justice et de la police françaises avec l'Etat espagnol dans la répression contre les militants basques de l'ETA, en invoquant le fait que le régime espagnol actuel est devenu démocratique. Mais ce n'est certainement pas au gouvernement français de juger si les méthodes et le combat des militants séparatistes sont plus ou moins justifiés qu'au temps de la dictature franquiste ; cela, c'est à la population basque de le dire.

Et en réalité, toutes ces justifications de jésuites sont d'autant plus hypocrites que, si l'on en juge par les témoignages n'émanant pas des seules organisations basques, les tortures et les assassinats de prisonniers restent une réalité dans les prisons où sont enfermés les militants de l'ETA.

Alors, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur la politique de l'ETA, il s'agit dans cette affaire d'une remise en cause d'un droit démocratique, d'une liberté. Et, même si ce n'est pas le premier, c'est un pas de plus dans une politique qui peut frapper demain d'autres réfugiés, d'autres militants.

envoyer des télégrammes avec le texte :

« Au nom des principes les plus élémentaires de la démocratie et du droit d'asile, nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les extraditions, directes ou par pays interposé, de réfugiés basques »

et à l'envoyer :

— Ministre de la Justice : 13, Place Vendôme 75001 PARIS.
— Premier ministre : Hôtel Matignon - 57, rue de Varenne 75007 PARIS.

— Ministre de l'Intérieur : Place Beauvau 75008 PARIS.
— Président de la République (Elysée) : 55-57, rue du Fg Saint-Honoré 75008 PARIS.

L'E.T.A.

Depuis sa création en 1959, l'ETA s'est définie comme un mouvement révolutionnaire de libération nationale, séparatiste, favorable à la création d'un Etat basque réunifié regroupant les quatre provinces espagnoles et les trois provinces françaises.

L'ETA s'est constituée sous le franquisme en s'affirmant d'emblée pour la lutte armée et le recours au terrorisme. Très violemment réprimée sous Franco, l'ETA a recruté ses militants essentiellement parmi la jeunesse des classes populaires et la petite bourgeoisie, et a bénéficié de l'appui d'une partie importante de la population.

Les dirigeants de l'ETA voudraient faire céder l'Etat espagnol en imposant un rapport de force militaire. Et s'ils cherchent à s'adresser aux couches populaires, c'est pour les inviter à soutenir l'action militaire de l'ETA et non pour leur proposer de

prendre eux-mêmes en main la direction de la société. L'ETA ne se revendique ni de la lutte des classes, ni de la révolution prolétarienne.

Pour les tendances les plus « dures » de l'ETA, ni la fin du franquisme, ni l'octroi par le pouvoir central de Madrid d'un statut au Pays basque, ni la venue au gouvernement des socialistes n'ont rien changé de fondamental à la situation du Pays basque, qui, de leur point de vue, reste toujours un pays envahi, dominé par une puissance étrangère qu'il faut chasser.

Les résultats électoraux aux dernières municipales de mai 1983, où les deux courants politiques liés à l'ETA ont remporté 23 % des voix au Pays basque, montrent que l'ETA est une force politique avec laquelle il faut compter non seulement à cause de son activité terroriste mais aussi de son audience dans la population basque.

Naufrage du Mont-Louis

Les silences de la mer... et ceux des ministres

Si l'association Greenpeace n'avait pas révélé la nature du transport du cargo *Mont-Louis*, la collision entre ce dernier et le car-ferry *Olau-Britannia* serait peut-être passée pour n'importe lequel de ces accidents dus aux brumes de la Mer du Nord et à la densité de circulation dans le « Channel ».

En effet, le *Mont-Louis* de la Compagnie Générale Maritime a été heurté le samedi 25 août à 14 heures. On a su tout de suite qu'il avait coulé sans faire de victimes. Par contre, ce n'est que le lendemain qu'officieusement les autorités françaises et les dirigeants de la CGM ont commencé à avouer que le *Mont-Louis* transportait vers le port de Riga, en URSS, 30 fûts de 15 tonnes contenant de l'hexafluorure d'uranium, substance à la fois radioactive et très toxique. Encore les uns et les autres n'ont-ils commencé à parler qu'après les interrogations posées par Greenpeace. C'est alors qu'on a également appris que l'équipage avait reçu des consignes de silence.

Huguette Bouchardeau, passée récemment de secrétaire d'Etat à ministre de l'Environnement est, elle, pour l'occasion, sortie de son silence qui, il faut bien le dire, n'avait guère été troublé depuis l'illustre feuilleton de la dioxine de Seveso.

Cette fois-ci encore, elle a réussi à se distinguer en peu de mots, en s'en prenant aux écologistes de Greenpeace, les accusant d'avoir parlé trop tôt, se justifiant pour sa part de n'être intervenue qu'après eux, en disant qu'il lui avait fallu le temps de se renseigner auprès d'experts sur l'exactitude des informations de Greenpeace, et affirmant que la circulation de produits hautement toxiques dans ces conditions était « inévitable ».

Comme quoi, l'environnement ministériel fait oublier tous les beaux principes et ne vous rend pas regardant, en tout cas, sur les mensonges et les déculottades. Huguette Bouchardeau à la barre, les pollueurs de tous bords vont pouvoir trembler.



(AFP)



(AFP)



Prêts bonifiés à l'industrie

Des économies qui fondent, un pouvoir d'achat qui baisse

La consommation intérieure française a diminué au cours du deuxième trimestre de cette année, vient de faire savoir l'INSEE — organisme officiel de la statistique économique. Dans le même temps, toujours selon l'INSEE, on a assisté à une diminution du niveau de l'épargne populaire, ce que confirment les Caisses d'Épargne quand elles signalent qu'à la date du 15 août dernier retraits et versements s'équilibraient strictement pour les livrets « A », mais faisaient apparaître une diminution des sommes déposées sur les livrets « B ».

Que ce phénomène ait été accentué par la décision gou-

vernementale de réduire d'un point (de 7,5 % à 6,5 %) la rémunération des dépôts sur les livrets de Caisses d'Épargne, c'est possible. Mais le phénomène ne date pas d'hier : au printemps dernier, les réseaux de Caisses d'Épargne avaient déjà signalé que les sommes déposées sur livrets — et qui correspondent en grande partie à une épargne populaire — diminuaient depuis plusieurs mois.

En fait, si l'épargne des ménages atteint, selon l'INSEE, son niveau le plus bas depuis 25 ans et si dans le même temps le niveau de la consommation intérieure diminue, c'est tout simplement que, glo-

balement, le pouvoir d'achat des salariés baisse. C'est évident pour ce qui concerne les travailleurs ayant perdu leur emploi. Mais c'est aussi vrai pour ceux qui ont vu leur salaire croître moins vite que l'inflation ou qui, après une période de chômage, n'ont souvent retrouvé un travail qu'avec un salaire plus bas. Et si, même en piochant dans leurs économies, les salariés, les retraités, les petites gens en général arrivent difficilement à maintenir leur niveau de vie, la part des richesses produites par la société à laquelle ils ont accès, elle, diminue, puisqu'on enregistre une baisse de la consommation intérieure.

Pierre LAFITTE

Toujours bons à prendre

Annonçant une rallonge de 5 milliards de prêts bonifiés (c'est-à-dire à taux réduit) pour les industriels, le ministre des Finances a déclaré mardi 28 août, que « l'Etat a fortement développé cette année » cette formule d'aide au patronat. C'est le moins que l'on puisse dire : en 1983, l'Etat a distribué ainsi 47,5 milliards et cette année il prévoyait un chiffre de 60 milliards (avant cette dernière rallonge).

Officiellement, ces prêts bonifiés servent à aider à l'investissement et s'ajoutent à toute une kyrielle d'autres mesures censées favoriser la reprise industrielle : détaxations pour investissements, prêts participatifs, financements du Fonds industriel de modernisation, loi sur la création et la transmission d'entreprises, etc.

En fait, malgré ces nombreux et nouveaux avantages financiers accordés aux patrons, sous prétexte de les aider à investir, ceux-ci n'investissent toujours pas dans la production. A l'échelle de l'ensemble de l'économie, et parfois même de trusts ou de simples entreprises, l'opération se résume tout bonnement à un tour de passe-passe : d'un côté l'Etat finance à bon marché des opérations qualifiées d'investissement, tandis que d'un autre côté cela permet aux industriels de libérer des capitaux et donc de désinvestir, les capitaux rendus disponibles ne servant le plus souvent qu'à alimenter la spéculation, notamment sur le dollar.

C'est de notoriété publique, mais le gouvernement ne s'embarrasse pas pour si peu et chaque année, comme en cours d'année d'ailleurs, il augmente le volume de ces aides et prêts.

Il est vrai que, quand on aime, on ne compte pas... Surtout qu'en l'occurrence les frais de « bonification » de ces prêts sont supportés par l'Etat, c'est-à-dire en définitive par les contribuables.

P.L.

Essence : Pour cent balles t'as plus rien

Un ou deux centimes de hausse sur le super, le 12 septembre prochain. Rien sur l'ordinaire. La hausse est, paraît-il, si minime qu'il faut nous en réjouir, et surtout qu'il n'y a vraiment pas de quoi

fouetter un chat. A se demander d'ailleurs pourquoi on nous augmente l'essence !

Evidemment, à côté des 32 centimes d'augmentation depuis juillet, les deux centi-

mes font vraiment figure de parents pauvres.

Mais, de parent pauvre en parent pauvre, ce sont les automobilistes qui vont se retrouver fauchés.

Dividendes

« La bonne surprise de l'été »

Si cet été, pour la grande masse des vacanciers, a été placé sous le signe de la « rigueur » (vacances écourtées ou moins lointaines, voire carrément supprimées, budget plus serré qu'à l'habitude), tout le monde n'a pas été logé à la même enseigne. Et pas seulement parce que, à côté de campings moins fréquentés que les années précédentes, les hôtels « trois étoiles » selon les reportages parus dans la presse, affichaient « complet ».

En effet les actionnaires des nombreuses sociétés qui distribuent en été les bénéfices de l'année précédente ont eu, les semaines dernières, matière à se réjouir. Fin juillet, *La Vie Française* (un hebdo-

madaire économique proche des milieux patronaux) titrait même : « *Dividendes 1983 : la bonne surprise de l'été* ». Cette revue soulignait notamment que, malgré la « recommandation » gouvernementale de ne pas augmenter de plus de 5 % par rapport à l'an dernier la part des dividendes versée aux actionnaires, en fait la Chambre syndicale des agents de change estime à « 10 % la croissance de la masse totale des dividendes qui seront payés » cette année. Modeste, un membre de ladite Chambre, cité par la revue, explique que « c'est un peu mieux que l'inflation anticipée ». En tout cas, c'est près de deux fois mieux que le plafond

d'augmentation des salaires pour 1984 !

En fait la « recommandation » gouvernementale concernant les dividendes, outre qu'elle prévoyait de nombreuses exceptions, n'avait aucun caractère contraignant, comme on peut le voir. Son seul but était de vouloir faire croire que le gouvernement partageait équitablement la « rigueur » entre actionnaires et salariés, tandis que seuls les salaires se voyaient imposer un plafond d'augmentation sans dépassement possible.

« Si les dividendes ont souvent augmenté, c'est que les résultats (des entreprises) ont été bons », expliquent les experts financiers cités par la revue. Or, si les « résultats » (entendez : les profits) ont été bons pour les actionnaires — ce qui était l'objectif proclamé du gouvernement, avec la « rigueur » imposée aux travailleurs afin, disait-il, de permettre aux entreprises d'investir

et donc d'embaucher — rien ne dit que les investissements et encore moins des embauches vont suivre. Au contraire même.

Selon un article de *La Vie Française* du 16 juillet, les responsables des banques et du Trésor public estiment en fait que « seules les grandes entreprises nourries de financement public (et donc de nos impôts) prennent le risque de l'investissement », tandis que les

patrons privés « se refusent toujours à tenter l'aventure ».

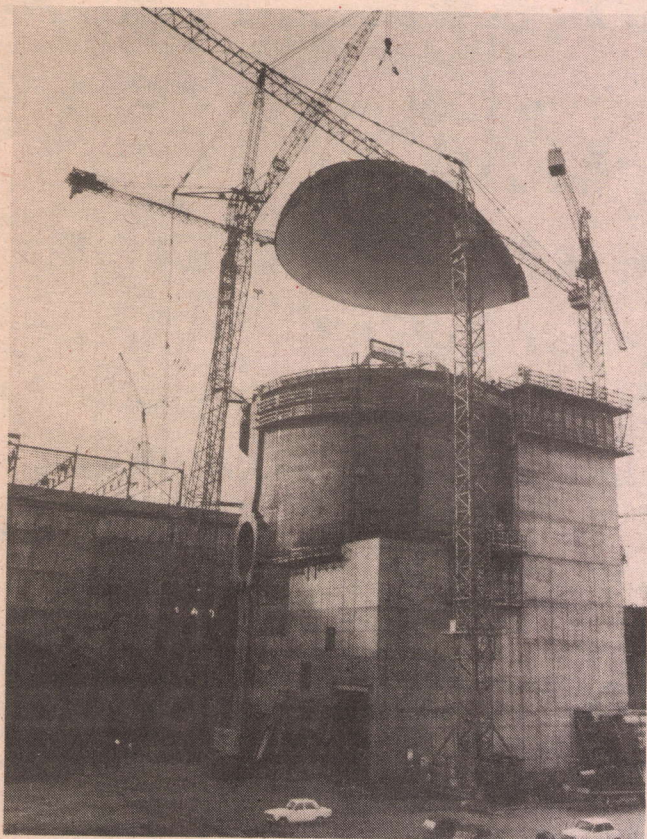
Cela, bien évidemment, le gouvernement le sait depuis longtemps. De sa part, l'investissement n'a jamais été qu'un prétexte pour justifier une « rigueur » antiouvrière et pour permettre au patronat de maintenir et d'augmenter ses profits, tout en licenciant et en diminuant la production.

P.L.

Des chiffres intéressants

Dans le même numéro de *La Vie Française*, des experts financiers ont estimé que les dividendes versés, en 1984 atteindront approximativement 12 milliards, soit le même niveau qu'en 1981. Contrairement à ce qu'il pourrait sembler, c'est une belle prouesse, compte tenu du fait que, dans ce chiffre, on ne compte plus aujourd'hui « les entreprises nationalisées en 1982 » qui « étaient, en pro-

portion, de grosses distributrices, eu égard à leurs maigres résultats ». Eh oui, la plupart des entreprises nationalisées en 1982 distribuaient de gros dividendes, mais investissaient peu et battaient de l'aile : ce qui n'a pas empêché ce gouvernement de les racheter à prix d'or et d'indemniser grassement des actionnaires qui s'étaient déjà largement payés sur la bête !



Quand la centrale de Tricastin était en construction. (AFP)

Au service du patronat, EDF n'est pas emprunté

Premier emprunteur de France, EDF vient de lancer un nouvel emprunt international qui devrait lui rapporter 156 millions de dollars, alourdissant ainsi encore un peu plus la dette d'EDF, dette qui atteignait déjà 190 milliards à la fin 1983.

Officiellement, EDF explique qu'il s'agit de remplacer des emprunts coûteux, contractés ces dernières années, par des emprunts moins chers. L'explication vaut ce qu'elle vaut ; mais l'emprunt, libellé en dollars, lui, coûtera cher aux usagers. Oh, certes, ce n'est ni le premier, ni le dernier sans doute, d'une longue liste d'emprunts lancés par EDF depuis une vingtaine d'années, pour financer notamment le « tout électrique » et surtout la construction de nombreuses centrales nucléaires.

Les résultats de cette politique d'EDF, on les connaît. Des trusts comme CGE ou Creusot-Loire ont réalisé de copieux bénéfices pendant toute cette période (et derrière eux tous les industriels et les banques liés à cette branche d'industrie) avec le « tout nucléaire ». Aujourd'hui que l'on a mis en veilleuse le programme nucléaire, il reste bien évidemment une belle ardoise à régler, du fait des emprunts contractés. Mais si ce sont les industriels et les banquiers qui ont fait leurs choux gras de cette politique, ce sont les particuliers, les abonnés « domestiques » qui, par le biais du relèvement des tarifs, contribuent à éponger des dettes des financiers pour le compte desquels EDF avait lancé de coûteux emprunts internationaux.

Que cette politique d'emprunt d'EDF n'ait pas

eu pour but de « moderniser » le réseau électrique (comme on le prétendait alors), mais avant tout de fournir des commandes à l'industrie, sans vraiment se préoccuper des besoins réels, cela apparaît clairement aujourd'hui dans le fait qu'EDF produit beaucoup plus d'électricité qu'il ne s'en consomme.

A tel point que, selon le journal pro-patronal *Les Echos* du 24 août, EDF offre aux industriels « *un maintien du niveau des prix actuels, voire une décote, à condition qu'ils prennent des engagements sur la progression de leur consommation d'électricité* ».

Malgré cela, ces « décos » sont loin de constituer le gros des cadeaux qu'EDF continue de faire aux industriels, et pas seulement à ceux qu'elle subventionne par ses commandes. En effet, toujours selon le même journal *Les Echos*, « *les industriels français payent toujours la plus petite facture d'électricité de la CEE* ». Selon ce quotidien, « *les très gros consommateurs d'électricité (50 millions de kWh par an) sont particulièrement choyés par EDF* », par rapport à leurs concurrents étrangers (sans parler des abonnés « domestiques »), puisque « *les industriels britanniques ont, dans ces mêmes tranches, des tarifs 40 % supérieurs, les industriels italiens 90 % supérieurs* ». Dans le lot, les industriels allemands font presque figure de privilégiés, eux qui payent des tarifs supérieurs de 23 % seulement à leurs homologues français.

« *Une politique qui va encore s'accroître* », écrivent *Les Echos*, EDF préparant de nouvelles décotes pour les tarifs industriels.

Jacques Calvet :

Une carrière au service de l'argent

Jacques Calvet devrait prendre la tête du holding Peugeot SA. Ce n'est ni un petit nouveau, ni un inconnu pour tout ce beau monde de l'industrie et de la finance.

Au sein du groupe Peugeot, depuis son entrée en juillet 1982 comme président des Automobiles Peugeot, puis de Citroën, l'homme a fait ses preuves : 11 555 emplois supprimés dans le groupe.

Mais l'idylle entre Calvet et les frères Peugeot s'est nouée bien avant ses performances en matière de chômage. Jacques Calvet était leur banquier (entré en 1974 au titre de directeur général adjoint de la BNP, il en était devenu président en 1979). Et bien sûr, cela crée des liens. D'autant que Calvet est resté dans les meilleurs termes du monde avec ses anciens collègues. Il a leur confiance. Et ce n'est pas sans importance... quand on leur doit autant d'argent que les Peugeot (45 milliards, selon *Le Monde* du 28/8, à court, moyen et long terme).

Pour la famille Peugeot, leur Jacques a plus d'attraits encore. Non seulement les hautes sphères de la finance le connaissent, mais il a frayed suffisamment de temps avec celles du monde de la politique, et aussi des grands commis de l'Etat.

C'est en 1959 qu'il fut présenté à Giscard d'Estaing, alors secrétaire d'Etat aux Finances. Il gravit alors rapidement tous les grades de l'administration des Finances, tout

en se maintenant au sommet de la hiérarchie politique comme directeur de cabinet de VGE, devenu entre-temps ministre de l'Economie et des Finances. Ils ne se quittèrent plus jusqu'à l'élection de ce dernier à la présidence de la République en 1974.

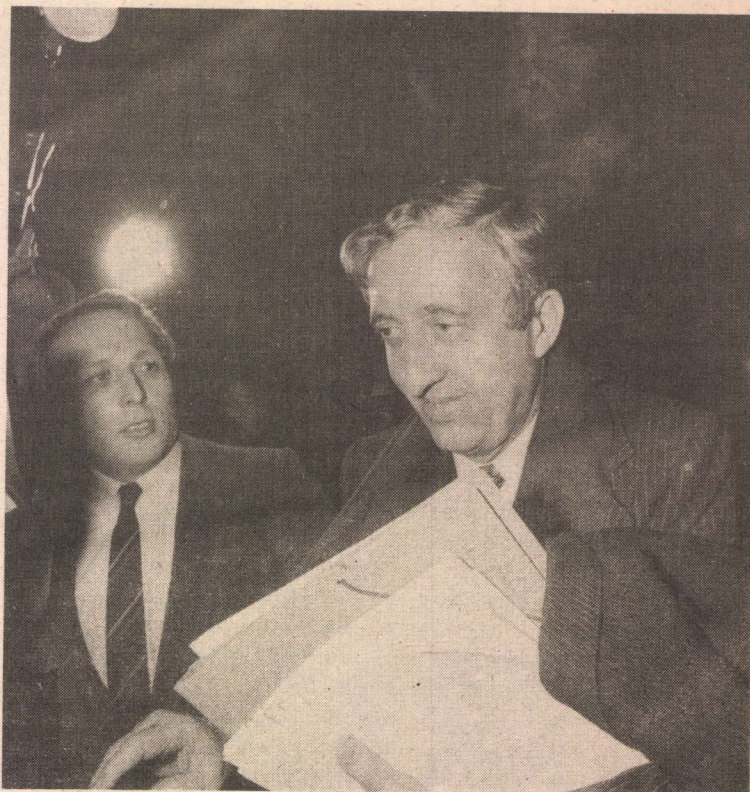
Lors du remaniement opéré en 1981 dans les postes de direction des banques nationalisées, Jacques Calvet a été remercié et récupéré par les Peugeot.

Quant à l'homme que Calvet est censé remplacer, Jean-Paul Parayre, lui aussi est passé du « service » de l'Etat au service

de Peugeot, puisqu'il participa à plusieurs cabinets ministériels dans les années 1970, avant de rentrer dans la firme sochaliennne il y a dix ans.

C'est ainsi que l'on retrouve les mêmes hommes à la tête des grandes entreprises industrielles, des banques et de l'Etat. Ils passent de l'un à l'autre, servent l'un et l'autre, tant il est vrai que les banques et les gros industriels peuvent confondre leurs intérêts avec ceux de l'Etat. Et que le gouvernement soit de gauche ou de droite n'y change rien.

Annick MORIZET



Spéculations sans frontières

Depuis déjà maintenant plusieurs années, les capitaux affluent vers les Etats-Unis. Et cette fuite se fait au détriment des pays du Tiers Monde et des autres pays industrialisés, qui voient à la fois les tendances inflationnistes s'accroître et leurs monnaies s'affaiblir dans le même temps où le dollar se renforce. Ces Etats essayent de retenir les capitaux dans leurs pays et prennent à l'occasion des mesures pour les fixer, en leur proposant des placements rentables.

C'est ainsi que le gouvernement français vient de lancer son cinquième emprunt d'Etat depuis le début de l'année. Ceci pour les spéculateurs (personnes privées ou entreprises) qui n'auraient pas pu ou su faire franchir l'Atlantique à leurs capitaux, ou bien qui préféreraient souscrire sans risque ni problème un emprunt intéressant et garanti par l'Etat. En effet, par la combinaison d'un taux d'intérêt élevé (11,85 %, soit près du double de ce que rapporte un livret de

Caisse d'Epargne, mais la clientèle, il est vrai, n'est pas la même socialement...) et de la capitalisation d'intérêts, il permet pratiquement de doubler sa mise en six ans.

Evidemment, ce sont les travailleurs, les petites gens qui feront les frais de l'opération. Et deux fois plutôt qu'une. D'abord en tant que consommateurs, car la multiplication de tels emprunts relance l'inflation et donc la hausse des prix. Ensuite en tant que contribuables, car il faudra bien que l'Etat trouve dans l'impôt de quoi subventionner le parasitisme social croissant d'une bourgeoisie qui préfère spéculer, légalement ou non, plutôt que d'investir.

De telles mesures, prises pour tenter de freiner la fuite des capitaux, paraissent bien dérisoires. Oh, bien sûr, les spéculateurs verront là une nouvelle opportunité de réaliser des profits sans risque et la saisiront. Mais cela ne diminuera pas pour autant l'attraction qu'exercent actuellement

les possibilités offertes aux spéculateurs du monde entier dans cette citadelle du capitalisme que sont les Etats-Unis.

Et de ce point de vue, les mesures qui viennent d'être annoncées ces jours-ci par les autorités monétaires américaines ne peuvent qu'attirer encore un peu plus de spéculateurs vers ce pays. C'est ainsi que le Trésor américain a décidé de réserver désormais — et de le faire largement savoir — une partie de ses emprunts fédéraux aux étrangers. Quand on sait qu'il y a à peine deux mois le gouvernement américain avait déjà décidé de supprimer purement et simplement l'impôt de 30 % sur les revenus des placements étrangers aux Etats-Unis, en leur donnant en outre le bénéfice de l'anonymat, on peut prévoir sans grand risque que cela va se traduire par une nouvelle poussée spéculative mondiale sur le dollar.

P.L.

Les dockers solidaires des mineurs

Il n'aura pas fallu plus d'un mois avant que les dockers britanniques se remettent en grève, en solidarité avec le mouvement des mineurs. A l'heure où nous écrivons, tous les principaux ports du pays sont paralysés, à l'exception du port de containers de Felixstowe et du port de voyageurs de Douvres.

Comme lors de la grève du mois de juillet (qui avait duré treize jours), le mouvement est parti d'un conflit local entre les dockers d'un port minéralier et le trust de l'acier BSC. Les dockers du port d'Hunterston, en Ecosse, avaient en effet, dans le cadre du mot d'ordre de boycott du charbon lancé par leur syndicat, passé un accord avec la direction du complexe sidérurgique de Ravenscraig, limitant les livraisons de charbon au complexe à 18 000 tonnes par semaine, pour permettre de maintenir une production réduite. L'accord était appliqué tant bien que mal depuis sa signature en mai. Or le 20 août, BSC faisait savoir qu'il comptait prendre livraison des 95 000 tonnes de charbon transportées par un cargo libérien qui se trouvait en rade. Les dockers refusèrent et le 23 août, passant outre à leur refus, BSC fit appel à une entreprise spécialisée pour commencer les opérations de déchargement. Aussitôt les dockers d'Hunterston se mirent en grève et, avant la fin de la journée, les 12 principaux ports écossais étaient paralysés, suivis immédiatement par le grand port de Liverpool. Dès le lendemain, une conférence extraordinaire du syndicat des dockers réunie à Londres votait la grève « contre le recours par BSC à des briseurs de grève ».

Cette fois-ci, contrairement à ce qui s'était passé en juillet,

le gouvernement n'a pas été pris de court. Après plusieurs incidents où il avait été évité de justesse, le conflit menaçait depuis plus d'une semaine.

Actuellement, plus des trois quarts du commerce international britannique sont désormais paralysés. Cette fois-ci, les dirigeants du syndicat des dockers, contrairement à ce qui s'était passé en juillet, n'ont pas cherché à masquer le caractère réel du mouvement par des revendications corporatistes artificielles : ils ont clairement affirmé son caractère de mouvement de solidarité. Mais ils n'ont cependant pas offert aux grévistes d'autre objectif que celui d'une grève de protestation, sans lien ni avec la satisfaction des revendications des mineurs, ni avec la satisfaction de revendications qui pourraient être communes à l'ensemble des grévistes, telles que le refus des licenciements et du gel des salaires (qui font l'une et l'autre partie des revendications actuelles des mineurs). Et le manque de résolution dont ils font preuve augure mal de leur attitude à venir.

Il reste que les dockers ont entre les mains des moyens de pression considérables contre le patronat britannique, et du même coup contre le gouvernement. En quelques semaines, ils peuvent mettre une bonne partie des grandes entreprises en difficulté. Leurs dirigeants syndicaux ne paraissent guère résolus, mais la rapidité avec laquelle les dockers ont répondu à l'appel de leurs camarades de Hunterston montre que eux, au moins, sont décidés. Et leurs forces, alliées à celles des 140 000 mineurs en grève depuis maintenant six mois, sont de taille, s'ils le veulent, à porter un coup à l'austérité du gouvernement Thatcher.

A priori policier

Ça y est : le mystérieux « groupe M5 », responsable des attentats de Lyon, Annecy et Grenoble, a été démantelé.

Thierry Maitret et Claude Vallot ont été inculpés le 26 août. Le représentant du parquet a d'autre part indiqué « qu'aucune autre personne n'était impliquée dans le groupe M5 ».

Ainsi, les deux protagonistes de cette histoire de fous sont bien français, ont des cheveux raides et tirent plutôt sur le blond.

Quel rapport avec cette affaire ? Simplement que le commissaire principal André

Chaillard, chargé de l'enquête, avait publiquement donné le 17 août comme information — que la presse avait largement reprise — que les trois auteurs de l'attentat de Grenoble étaient de « type maghrébin incontestable ». Il avait alors été rappelé à l'ordre par le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe. Mais, curieusement, on n'avait pas entendu parler de sanction.

Ben quoi ! Tout le monde peut se tromper. Et n'importe quel flic a bien le droit d'entretenir le racisme, sans pour autant risquer d'être ni destitué, ni rétrogradé...

Mort de plusieurs grévistes de la faim

Trois étudiants, dont Moustapha Bel Houari, ancien responsable des étudiants marocains, 29 ans, et Douradi Moulay Boubaker, 18 ans, sont morts les 28 et 29 août, à la suite d'une grève de la faim engagée le 4 juillet dernier dans les prisons marocaines. D'autres prisonniers sont dans un état très grave et il semblerait que plusieurs autres grévistes soient déjà morts.

Arrêtés après les émeutes de la faim de janvier dernier, ces grévistes avaient été jugés en mai dernier avec une quarantaine d'autres détenus. Ils furent alors accusés

d'appartenir à l'organisation interdite, se réclamant du marxisme-léninisme, Ilal Aman (En Avant) et condamnés à des peines d'un an à quinze ans de prison. Moustapha Bel Houari et Douradi Moulay Boubaker avaient été condamnés tous les deux à dix ans de réclusion.

Ces morts et la poursuite de la grève par leurs camarades provoquent en France des réactions. Une délégation de médecins français, conduite par le Pr. Minkovski et accompagnée par M. Piccoli et P. Chéreau, s'est rendue le 28 août à l'ambassade du Maroc pour réclamer des mesures

médicales d'urgence. Un groupe d'intellectuels français et arabes, dont Simone Signoret, Yves Montand, Michel Brouet, Cheikli Imam, s'est adressé aux autorités marocaines pour leur demander d'accéder aux demandes des grévistes. Par ailleurs, Georges Marchais a envoyé une lettre de protestation au gouvernement marocain. Au cours d'un voyage éclair au Maroc, de son côté, Mitterrand devait aborder entre autres le problème, mais bien tardivement. Car pendant tout ce temps c'est à chaque instant qu'un prisonnier marocain risque de mourir d'épuisement.

Sur la situation des prisonniers marocains, l'Association des Marocains en France et l'Association des Travailleurs Marocains en France nous communiquent :

Au Maroc, aujourd'hui, dans les prisons du royaume, des hommes intègres, militant pour la dignité, le pain et la liberté, se voient mourir à petit feu

A la suite d'une décision gouvernementale interdisant aux prisonniers et détenus politiques de poursuivre leurs études et de passer des examens, et afin d'alerter l'opinion publique marocaine et internationale sur l'isolement le plus absolu dont ils sont victimes, 27 prisonniers politiques de la prison civile de Marrakech, jugés pendant le mois de mai 1984, entamèrent une grève de la faim illimitée, revendiquant par cette action défensive le statut de prisonniers politiques qui doit leur être conféré de droit.

Aux dernières nouvelles, parvenues (à nos associations) le 24/8/84, l'ensemble de ces prisonniers, après avoir été transférés dans différents hôpitaux (hôpital militaire de Marrakech, hôpital civil de la même ville, hôpitaux d'Essaouira et Safi), sont dans un état très alarmant et en danger de mort.

D'autres prisonniers politiques, dans d'autres prisons (Oujda, Fes, Tetouan, Kenitra, Casablanca, Beni-Mellal) ont déjà de leur côté manifesté leur solidarité à cette action par des grèves de la faim limitées. Les prisonniers de la prison de Laâ-

lou à Rabat ont, quant à eux, depuis plus de 10 jours, entamé une grève de la faim illimitée.

Par ailleurs, d'autres procès, encore plus fallacieux, ont toujours cours au Maroc... Les derniers en date ont prononcé des sentences très lourdes : 13 condamnations à mort ; des peines allant de 1, 5, 10, 20 ans à la perpétuité.



Janvier 1984, un tank patrouille pour arrêter les émeutes de la faim.

BOUYSSOU

Bordeaux-Bastide

**DANS
LES ENTREPRISES**

Les travailleurs immigrés en grève contre un patron de choc

Depuis le lundi 20 août, une quinzaine de travailleurs immigrés, employés dans une entreprise d'entretien des voies ferrées, se sont mis en grève pour que cessent leurs conditions de travail dignes du Moyen Age. Se déplaçant dans toute la France au gré des chantiers, ces travailleurs étaient jusqu'à présent logés sur des terrains vagues, dans des bungalows, sans eau ni WC, avec des salaires — primes comprises — d'à peine 4.000 F par mois, bleus et bottes de travail à leurs frais, une visite médicale tous les huit ans.

La grève s'est déclarée quand, au retour des

congés, les ouvriers ont retrouvé leurs affaires personnelles hors des bungalows: le patron, sommé par l'inspecteur du travail de mettre un terme à l'insalubrité de ses « logements », avait purement et simplement fermé les bungalows et jeté leurs affaires. Il proposait en échange une indemnité de 110 F par jour travaillé. Les ouvriers se retrouvaient donc sans logement, avec une compensation symbolique de 35 F de plus que ce qu'ils gagnaient auparavant et sans rien toucher le samedi et le dimanche. Bref, comme le dit un ouvrier, « avant, il nous faisait travailler dans la boue, mainte-

nant il nous met dans la merde ». Le hic pour ce patron, c'est que ces travailleurs ont décidé de ne plus se laisser faire.

En grève, avec le soutien de la CGT, ils réclament 140 F d'indemnité de déplacement pour tous les jours de la semaine, plus les heures de grève payées. Et, face à la morgue du patron qui a déclaré :

« Ils peuvent bien faire la grève deux ans, je ne céderai pas », eux sont bien décidés à obtenir satisfaction : « Ils peuvent bien envoyer les flics, nous ne bougerons pas de là ».

RVI - Feuillat

Une permanence d'été pas de tout repos

Au mois de février, la direction de RVI avait décidé de supprimer 3 750 emplois et avait mis en place un plan de départs volontaires, jusqu'à fin mai. Mais, le nombre de volontaires au départ ayant été insuffisant, le plan a été prolongé jusqu'à fin novembre. Ce sont surtout les employés et les cadres qui ne sont pas assez nombreux à vouloir partir.

Certains travailleurs ont donc déjà quitté l'usine, et d'autres vont le faire dans les semaines à venir. Mais cela va poser des problèmes à ceux qui restent, en premier lieu parce que les commandes ont augmenté et qu'il va donc y avoir très probablement plus de travail, qu'il faudra faire en étant moins nombreux. Et d'autre part la proportion des départs n'est pas du tout la même suivant les secteurs: alors que dans certains secteurs presque tout le monde reste, dans

d'autres, le nombre de départs est relativement important.

Ainsi à l'usine de Lyon-Feuillat, qui est un magasin de pièces de rechange, le mouvement des départs a été en s'accroissant et ce sont finalement plus de 80 personnes qui ont choisi de quitter l'entreprise avec les 50.000 à 60.000 F offerts par la direction, alors que l'effectif de l'usine était de... 500 personnes !

Aussi ceux qui restent sont inquiets, car ils se demandent si les départs vont être remplacés (en totalité ou même en partie). Ils sont d'autant plus inquiets que la direction a profité de la permanence de l'été pour innover sur le plan du travail. En effet l'usine ne ferme pas l'été, les dépannages devant pouvoir être effectués en permanence. Mais comme, cette année, la direction a embauché très peu de jeunes pour les vacances, pour

que le travail soit fait, on a demandé aux ouvriers présents de faire plusieurs travaux à la fois et on les a déplacés d'un secteur à l'autre, tous les jours, suivant les besoins.

Ainsi, des ouvriers du secteur Retours sont envoyés au secteur Conditionnement, certains se retrouvent à faire de la peinture, des contrôleurs doivent débiter des pièces et les réceptionner, des caristes font de l'emballage...

Reste à savoir si ces changements continuent vont s'arrêter avec la fin de l'été, ou bien si c'est un avant-goût de ce que sera le travail après le départ de tous les « volontaires ». Si ce sont là les intentions de la direction, encore faudrait-il que les travailleurs acceptent. Car le sentiment de chacun est que, puisqu'il y a autant de travail, il n'y a pas de raison pour qu'il n'y ait pas autant de personnel.

SAINT-OUEN (93)

Cachez ces locataires que je ne saurais voir !

Cinquante et une familles logées dans deux hôtels de Saint-Ouen attendent toujours, sans eau ni électricité, des nouvelles d'un relogement pour lequel la mairie de Saint-Ouen et la préfecture de Seine-Saint-Denis se renvoient la balle.

Bien sûr le problème de leur relogement n'est pas nouveau puisque la plupart d'entre elles avaient déjà déposé depuis fort longtemps des demandes, considérant que les 900 ou 1.000 F mensuels payés pour vivre avec parfois 4 enfants dans une chambre de trois mètres sur trois environ auraient pu servir à un loyer de HLM.

Mais, maintenant, la question se pose avec plus d'acuité puisque, depuis la fin mai, l'eau et l'électricité ont été coupées dans les deux hôtels pour non-paiement des relevés par le gérant. Puis, le 3 juillet dernier, le tribunal prononçait la mise en liquidation de l'une des sociétés gérantes sur plainte de l'URSSAF.

Depuis, les locataires ont multiplié les démarches.

La mairie de Saint-Ouen a installé des citernes d'eau devant chacun des deux hôtels et a renvoyé le problème du relogement en demandant à la Préfecture une enquête d'insalubrité. Dans le même temps, elle faisait afficher dans chaque hôtel le nom et l'adresse du syndic de liquidation, suggérant aux locataires de s'adresser à lui. Or son seul rôle est de faire vendre pour

rembourser les dettes de la gérance.

La mairie de Saint-Ouen pensait s'être ainsi débarrassée du problème.

A la préfecture, c'est encore plus net: le cabinet du préfet répond qu'il faut... s'adresser à la mairie. Eux aussi s'en lavent les mains.

Le député de la circonscription, quant à lui, ne sera pas visible avant... le 8 septembre.

Cependant, samedi 25 août, les locataires des deux hôtels se sont rendus à une vingtaine, accompagnés de leurs enfants, à la mairie de Saint-Ouen. Là, après une longue attente — il n'y avait, paraît-il, personne pour les recevoir — une adjointe au maire leur a promis de s'occuper d'une éventuelle possibilité de réouverture de l'eau et de l'électricité, au compte des locataires.

Sur le relogement, rien. Et, depuis, lorsqu'ils téléphonent à la mairie pour avoir des nouvelles des démarches entreprises, on raccroche dès qu'ils s'annoncent.

Les autorités — que ce soit la Préfecture, la DDASS ou la mairie — connaissent la situation de logement de ces familles depuis longtemps déjà à travers les demandes de logement déposées par les locataires. Rien n'avait été fait pour les reloger. Depuis que l'eau et la lumière y sont coupées, c'est-à-dire depuis trois mois, rien n'a été fait non plus. Les habitants viennent donc de créer un comité de locataires et d'alerter la presse.

Dans notre courrier

Une lectrice de Belfort nous a écrit pour expliquer comment, après contrats provisoires et promesses d'embauche, elle s'est finalement retrouvée au chômage. Son expérience est celle de bien d'autres travailleurs :

« Depuis septembre 1982, seule avec 3 enfants à charge, je me suis mise à chercher du travail.

L'hôpital de Belfort, après plusieurs lettres négatives, m'a convoquée pour du travail. J'ai donc été embauchée, mais sur contrat de 3 mois avec promesse d'embauche définitive, si le travail que je fournissais était satisfaisant.

Etonnée de recevoir un nouveau contrat de 2 mois, le chef du personnel, auquel j'ai fait appel, m'a dit de ne pas m'inquiéter; que je n'avais qu'à continuer à bien travailler.

Comme si j'étais un enfant à qui on dit: « Mange ta soupe et tu auras un bonbon ».

Cela fait 5 mois que je travaille. Malgré mon travail satisfaisant, je me retrouve sans emploi.

J'ai refait une tentative auprès de la direction, qui m'a fait répondre: « Cela n'est pas la peine de demander un rendez-vous, il n'y a rien d'autre à ajouter », et niant la promesse d'embauche. Ces « promesses » d'embauche m'avaient permis d'acheter une voiture, nécessaire vu la distance et les horaires de travail. Donc un crédit à rembourser.

J'écris cette lettre pour que cette injustice soit dénoncée et pour dire halte à la politique de l'administration, qui considère les gens comme des pions et qui les rejette selon son bon vouloir ».

Films récents...


A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.
 de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). Paramount Maillot 17^e. Images 18^e. Tourelles 20^e.

L'ETOFFE DES HÉROS.
 de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures.

UGC Champs-Élysées 8^e (vo).

CARMEN.
 de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Publicis Matignon 8^e.

UNDER FIRE.
 de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza.

Ciné Beaubourg 3^e (vo). UGC Odéon 6^e (vo). UGC Biarritz 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. Olympic Entrepôt 14^e (vo).

YENTL.
 de et avec Barbra Streisand.

Les révoltes d'une jeune fille dans une famille juive polonaise du début du siècle.

UGC Opéra 2^e. Marbeuf 8^e (vo).

DON GIOVANNI.
 de J. Losey.

Film d'opéra d'après l'œuvre de Mozart.

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Kinopanorama 15^e (vo).

... et moins récents

LE BAL.
 d'Ettore Scola.

De 1936 à aujourd'hui, l'histoire vue dans les bals. Ettore Scola a filmé le spectacle du campagnol.

Studio de la Harpe 5^e.

LES BLUES BROTHERS.
 de John Landis.

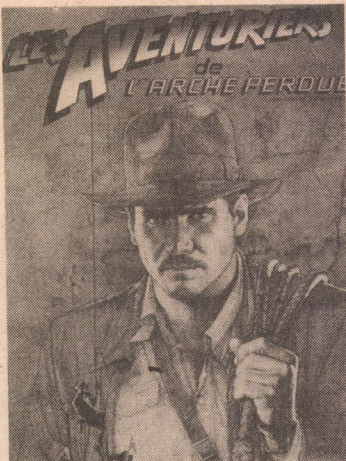
Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

UGC Danton 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo).

DIVA.
 de J.-J. Beineix.

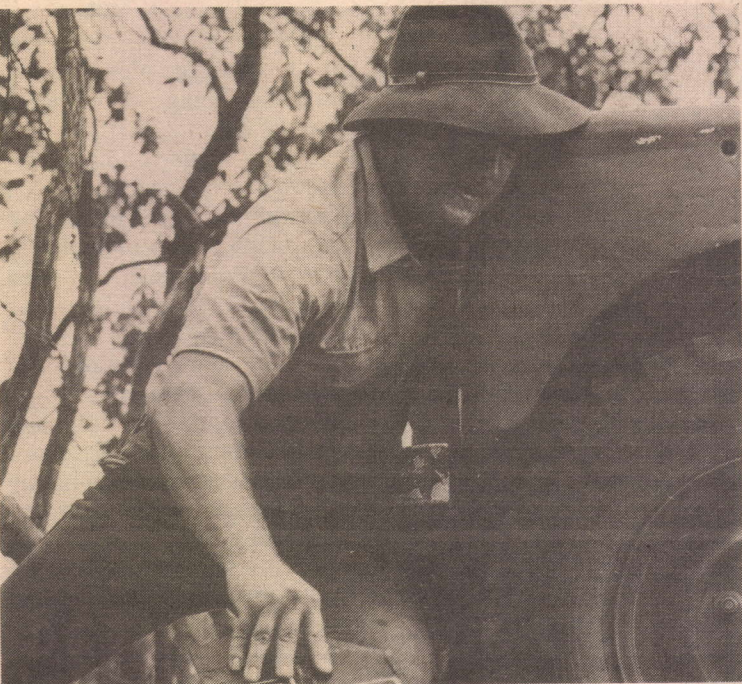
Les mésaventures d'un petit postier enthousiasmé par l'opéra et la Diva. Un film policier, plein d'humour, étrange et loufoque à la fois.

Rivoli Beaubourg 4^e. Cinoches 6^e (horaires spéciaux pour les 2 salles).


LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE.
 de Steven Spielberg.

Là aussi, de l'aventure, de l'humour, du danger et bien sûr de l'amour.

Capri 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Georges V 8^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e.


LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
 de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud.

Impérial 2^e. George V 8^e (vo).

FAME.
 de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !

Action Rive Gauche 5^e (vo).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP.
 d'Alfred Hitchcock.

En réalité, il ne savait rien, mais les apparences étaient contre lui.

St-Michel 5^e (vo).

NOBLESSE OBLIGE.
 de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.

Action Ecoles 5^e (vo).

UNE ÉTOILE EST NÉE.

La façon dont le show-business sélectionne une star. Hollywood vu par Hollywood avec Judy Garland.

Movies-les-Halles 1^{er} (vo). Cluny Palace 5^e (vo). Elysées Lincoln 8^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

« Le bon roi Dagobert »

de Dino Risi, avec Coluche



Il est normal que le dernier film de Dino Risi, *Le bon roi Dagobert*, racontant les aventures de ce roi des Francs qui au début du septième siècle devint l'un des piliers de la chrétienté romaine, puisse attirer les amateurs d'humour italien. D'autant qu'une brochette de comiques prestigieux — Coluche, Serrault et Ugo Tognazzi — se partagent la vedette.

Et il est naturel aussi, en ces temps de vacances, que familles et enfants s'y précipitent.

Déception et damnation ! A part quelques gags réussis, le film tombe surtout dans la grosse paillardise et le mauvais goût. Même le suspense ménagé par l'intrigue n'arrive pas à relever le niveau.

Plus que le film lui-même, ce qui est drôle, si l'on peut dire, c'est le sourire crispé de certains parents, en fin de séance, qui décidément se demandent ce qu'ils sont venus faire dans cette galère avec leurs bambins.

Anne GARBE

Une nouvelle salle d'astronomie au Palais de la Découverte

Le Palais de la Découverte vient de réouvrir la salle d'Astronomie, qui était fermée pour une rénovation qui s'imposait depuis longtemps.

Cette salle, consacrée au système solaire, reprend les conceptions les plus récentes. Des panneaux présentent d'une façon simple et claire les hypothèses sur la formation du système solaire, les connaissances actuelles sur chacune des planètes, sur le Soleil, les comètes, etc.

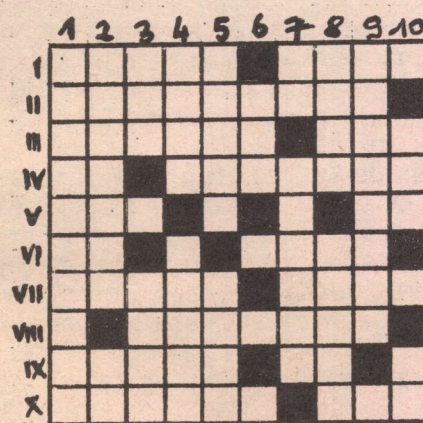
Plusieurs maquettes animées montrent les mouvements réels et les mouvements apparents des planètes et de la Lune.

Une salle qui n'est pas très grande, mais qui mérite d'être visitée par ceux qui veulent découvrir le système solaire.

Philippe NATIER

Palais de la Découverte : Métro Franklin-D. Roosevelt. Avenue Franklin-D. Roosevelt, ouvert de 10 h à 18 h, sauf le lundi.

Mots croisés



VERTICALEMENT. — 1. Il y a péril s'ils ne s'ouvrent pas. 2. Espèce d'ânes. N'est plus à boire. 3. Lorsque le gaz part. Peuvent évaluer les petits domaines. 4. Choix. Rois d'un règne. 5. Troubles. Parfois dans l'œuf. 6. C'est une bête. 7. Pronom. Ville de Tunisie. 8. Ce n'est pas flatteur pour qualifier un cerveau. Usé. 9. Sont seuls. 10. Était armée autrefois. Note.

HORIZONTALEMENT. — I. L'Italie a la sienne à Paris. Certaines sont Marquises. II. Sortent de l'ordinaire. III. Peut être alimentaire. Points cardinaux. IV. A l'entendre, ça fait vieux. Pausas diurnes. V. Osé. Vieille note. VI. Peut marquer la surprise. Dangereux duo. VII. Abusait-il ? On les donnait pour ranimer (inversé). VIII. Passés au feu. IX. N'est pas celui dont on fait les flûtes. On y trouve les étoilés (initiales). X. Comté anglais. Peut fournir des grains.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	N	F	I	R	M	I	E	R	E
II	L	A	I	N	E		B	U	I	S
III	L	I	N	E	A	R	I	T	E	S
IV	U	S		S		U	S		N	A
V	S	S	E		A	T		M		I
VI	T	A	L	O	N		C	O	U	S
VII	R	N		N	E	O		U	N	
VIII	E	C	O	U	R	T	E		S	A
IX	S	E	C		I	A	S	I		I
X	S		S	E	N	T	I	E	R	

« Les Canuts »

d'E. et J. VINGTRINIER

Ce roman historique des frères Vingtrinier, consacré aux deux insurrections des canuts lyonnais en 1831 et 1834, est paru en 1887. Il vient d'être réédité, à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire du soulèvement d'avril 1834.

Le personnage central, Marius Jacquemin, est un jeune canut, un tisseur de soie qui exécute sur les métiers de son propre atelier les commandes des patrons soyeux, les fabricants, et qui emploie deux compagnons. Mais maîtres et compagnons sont suffisamment proches les uns des autres pour se sentir solidaires face aux fabricants qui, à chaque crise commerciale, baissent outrageusement les tarifs et réduisent les ouvriers lyonnais à la misère et au chômage. De plus, en ce début de la Monarchie de Juillet, les ouvriers de la soie ont peur que les usines de soieries ne se développent et les absorbent, les réduisant à une condition encore plus misérable.

Les chapitres consacrés aux mouvements de 1831 et de 1834 sont reliés par une partie à la fois plus documentaire et plus romanesque, qui raconte

la vie quotidienne, le travail, les intrigues, les ambitions et les amours, autour de l'atelier de Marius et du magasin de son oncle, qui a fait son chemin et est devenu un fabricant, un bourgeois.

Aux opinions qu'ils laissent apparaître, on sent que les auteurs sont loin d'être des révolutionnaires. Ils semblent plutôt partisans du « juste milieu », ennemis des violences, amis de l'ordre, rêvant de la réconciliation et de l'harmonie entre les classes, respectueux des autorités et de la propriété et même toujours prêts à trouver une bonne excuse à ceux qui répriment les révoltes. Ils aimeraient que les opinions modérées des « bons ouvriers », qui préfèrent le travail à la politique, l'emportent sur celles des agitateurs, qu'ils soupçonnent volontiers de poursuivre des ambitions égoïstes, quand ce n'est pas d'être franchement des criminels. Néanmoins, ils prétendent se placer du point de vue des ouvriers et se disent, même à leur corps défendant, du côté de l'insurrection une fois qu'elle est déclenchée.



Ils peignent de façon très intéressante la vie à Lyon et la vie des ouvriers lyonnais de l'époque, les ateliers de la Croix-Rousse, les magasins du quartier bourgeois, les rues, les cabarets, les bals, les « vogues » (fêtes populaires). Certains passages sont de vrais reportages saisis sur le vif : les hâleurs de péniches sur la Saône, une exhibition de lutteurs de foire, un enterrement. Bien que, souvent très pittoresque et savoureux, le vocabulaire technique et local ne soit

pas toujours aisé à comprendre.

Et en même temps que la vie de tous les jours, le roman des frères Vingtrinier est une mine de renseignements sur la vie politique et les organisations des ouvriers lyonnais. Il montre bien le rôle essentiel des mutuelles, sociétés de secours mais aussi cadres d'organisation et de résistance. On voit la propagande républicaine, l'influence des Encyclopédistes et des idées jacobines, l'organisation des sociétés

secrètes préparant la révolution. Et puis les insurrections de 1831 et 1834 sont racontées de façon vivante et du point de vue des canuts, ce qui fait de ce roman un véritable livre d'histoire de ces ouvriers qui voulaient, comme le proclamait leur drapeau, « vivre en travaillant ou mourir en combattant ».

Vincent GELAS

Les Canuts d'E. et J. Vingtrinier. Ed. du Lyon. 414 pages. 89 F.

La Ciociara

de Alberto MORAVIA

Dans *La ciociara* (ce mot désigne une paysanne de la région de Rome), roman publié pour la première fois en 1957 et qui vient d'être réédité, l'écrivain italien Alberto Moravia donne la parole à une fille de paysans des environs de Rome qui raconte sa vie au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

Veuve, seule avec sa fille, la « ciociara » tenait un commerce à Rome, où elle avait d'abord perçu la guerre à travers les bonnes affaires que le marché noir lui permettait de réaliser. Mais fin 1943, alors qu'elle ne parvient plus à regarnir les étagères de sa boutique, elle se décide à quitter la ville avec sa fille. Moravia nous fait revivre avec force la pauvreté, les mesquineries, l'avidité des paysans du village dans lequel elle a trouvé refuge. Bien que l'armée allemande n'occupe pas le village lui-même, la guerre a fait irruption dans la vie de tous les jours. Moravia avait d'ailleurs trouvé refuge dans un tel village de la région de Rome.

La fin du roman est quelque peu alourdie par ses considérations moralistes. Mais l'ensemble du récit reste attachant et est d'une lecture facile.

Jean SANDAY

La ciociara d'Alberto Moravia. Ed. J'ai Lu. 350 pages. 21 F.

Sélection télévision

Samedi 1^{er} septembre

20 h 35. A2. Coluche, histoire d'un mec : une émission sur Coluche, réalisée sous la forme d'un montage de sketches et d'interviews.

21 h 50. A2. Les enfants du rock avec le groupe Freur.

22 h 55. TF1. La lettre, un court métrage dans la série Alfred Hitchcock présente.

Dimanche 2 septembre

20 h 35. FR3. La terre des vivants et le royaume des morts. 6^e épisode d'une série sur l'histoire de l'humanité : l'âge du bronze.

21 h 40. A2. Le village sur la colline. Chronique d'un village de Bourgogne au début du siècle. 3^e épisode : 1920-1932.



22 h 30. FR3. Film : Le conformiste de Bertolucci, avec J.L. Trintignant. Dans l'Italie des années 1930, un homme qui se croit atteint de folie meurtrière décide de se réfugier dans le conformisme, c'est-à-dire de se mettre au service de l'ordre fasciste établi.



Lundi 3 septembre

20 h 35. TF1. Film : Le gaucher d'Arthur Penn, avec Paul Newman. L'histoire du célèbre Billy-le-Kid vue par A. Penn. Un western à voir.

Mardi 4 septembre

20 h 30. TF1. Opéra : Peter Grimes de Benjamin Britten. Direction musicale : Collin Davis.



20 h 35. FR3. Film : Vacances royales de Gabriel Auer. En 1976, pendant le temps de la visite en France du roi Juan Carlos, des opposants et réfugiés politiques espagnols sont mis en résidence surveillée. Histoire vécue. Une situation qui n'a guère changé...

Mercredi 5 septembre

20 h 35. A2. L'heure de vérité avec Laurent Fabius.

21 h 25. TF1. Nuit d'été de l'INA : reportage musical sur les bandes de Noirs et Portoricains de New York. Fresques, musiques et danses.

Puis film : L'homme à la valise de Chantal Akerman et Jeffrey Kime. Une femme

cohabite difficilement avec un homme qu'elle n'a pas vraiment invité.

Jeudi 6 septembre

14 h 25. A2. Brel : témoignages et chansons. 1^{re} partie.

20 h 35. A2. Soirée de la télévision américaine. Film : Calamity Jane. Film inspiré de ses Lettres à sa fille.



Vendredi 7 septembre

14 h 25. A2. Brel. 2^e partie.

20 h 35. FR3. Milliards en cavale. Magazine d'André Campana. Les douaniers à la recherche de l'or qui se barre.

21 h 30. A2. Apostrophes. Les profs à l'ordre du jour.

22 h 55. A2. L'homme fragile, film sentimental de Claire Clouzot.

CITROËN

1 950 licenciements avec la bénédiction du gouvernement

Aussitôt après l'annonce par le gouvernement de l'acceptation de 1 950 licenciements à Citroën, la direction a envoyé des lettres de licenciement.

Celles-ci indiquent que les travailleurs ne doivent plus retourner à leurs anciens lieux de travail et qu'ils dépendaient à partir de ce moment d'un service spécial de « gestion-orientation-réemploi ». Pour la direction, les travailleurs à qui l'autorisation de licenciement économique est accordée feraient toujours partie de l'entreprise pendant leurs dix mois de formation, où ils toucheraient 70 % du salaire brut.

« Feraient partie de l'entreprise », aux yeux de la direction, ne veut pas dire entrer dans l'usine. En imposant deux jours de chômage technique, elle a différé le jour de la rentrée, et elle en a profité pour transformer ses usines en véritables camps retranchés. Chicanes sur les routes, les parkings, aux portes des usines, grillages supplémentaires et, pour compléter le dispositif, dès le mercredi d'importantes forces de police prenaient place autour des usines.

Face à ces licenciements à peine déguisés, quelle est l'attitude de la CGT ?

Dès l'annonce des licenciements, le secrétaire général de la Métallurgie, André Sainjon, a dénoncé la décision « injustifiée » du gouvernement, mais il n'a pas réclamé pour autant l'annulation des licenciements. Il s'est seulement prononcé pour un reclassement des licenciés qui débouche sur un nouvel emploi.

Dialogue

Devant les portes d'Aulnay, jeudi à 14 h 30, un dialogue entre un journaliste et un travailleur marocain.

« Qu'est-ce que vous allez faire ? »

— Je vais lutter jusqu'au bout. C'est lamentable qu'un gouvernement de gauche envoie sa police.

— Mais il y a des sureffectifs ?

— Allez à la direction, à Neuilly, pas à Citroën. Vous pouvez venir me voir le soir, ma combinaison est pleine de sueur après le travail.

— La formation ?

— Pour être chômeur ? C'est pas la peine ! On m'a dit : le métier d'avenir, c'est la robotique. Et au bout de six mois je serai technicien robotique ? Vous y croyez ?

— Les travailleurs immigrés ?

— On parle des travailleurs immigrés. Mon père a fait l'Alsace-Lorraine. Après la guerre, de 1914, on lui offrait des chocolats, mais maintenant je lui dis : la France, papa, c'est plus pareil. »

Et effectivement, au bout des dix mois, les travailleurs n'ont guère de chances de trouver du travail, après leur stage de formation. De plus, les dix mois de formation seront amputés des périodes de chômage partiel. Il est clair que ce projet, laborieusement accouché par la direction et qui doit servir, selon le gouvernement, de « trame » pour les licenciements dans l'automobile et les autres secteurs, n'est fait que pour gagner du temps et permettre aux patrons de l'automobile de licencier en faisant l'économie d'une grève.

Et comme il n'y a pas de petites économies, le plan est même en retrait sur celui de Talbot, où les licenciés s'étaient vu promettre le maintien intégral de leurs rémunérations pendant un an.

La CGT se déclare surprise par ce « coup de poignard dans le dos » de la direction. Pourtant, l'acceptation des licenciements par le gouvernement ne faisait guère de doute. Mais, depuis la grève de mai, la CGT laissait toujours entendre qu'il fallait faire confiance au gouvernement de gauche et n'avait absolument pas préparé les travailleurs à cette éventualité.

La CGT envisage-t-elle une riposte énergique à ces licenciements ? Akka Ghazi, le secrétaire du syndicat CGT d'Aulnay, a donné le ton dans une interview au journal *Libération* du mercredi 29 août. A la question « Va-t-on vers une occupation dure ? », Ghazi a répondu : « Nous sommes obligés de bouger avec les travailleurs et nul ne sait encore vraiment ce qu'ils souhaitent. Mais, encore une fois, tout est possible. S'ils veulent occuper l'usine, alors il y aura une occupation. Pour ma part, il n'est pas question d'aller contre leur volonté. Ce n'est d'ailleurs pas possible concrètement ».

La CGT est bien décidée à ne pas prendre le risque de se faire débordner par sa base, mais elle est tout autant prête à se montrer responsable, à ne pas verser de l'huile sur le feu. Aussi elle se garde bien de donner aucune perspec-

tive de lutte, sous prétexte que les travailleurs doivent décider démocratiquement. Elle se contente d'exiger un vrai débat sur l'avenir de l'automobile et de critiquer la formation bidon proposée par Citroën, en demandant que cette formation serve et que « les licenciés formés puissent rester à Citroën ». En matière de vœux pieux, on ne peut pas faire mieux.

Le gouvernement, comme à Talbot, est du côté des licenciés et il envoie ses flics. Quant à la CGT, elle ne se dit que prête à suivre. Alors, il est bien clair que la seule riposte digne de ce nom ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes.

Gil LANOU



Sainjon de la fédération de la métallurgie CGT, A. Ghazi du syndicat CGT d'Aulnay et Bérégovoy alors ministre des Affaires sociales, le 15/5/84. C'était lors de la grève précédente contre les licenciements. (AFP)

Le volet formation du plan social

1 950 licenciés, dont 41 salariés « protégés ». Leur contrat de travail est suspendu pour dix mois et sera définitivement rompu fin juin 1985, avant les congés.

Entre-temps, ils sont payés à 70 % de leur salaire brut (environ 3.500 F) sur une feuille de paye Citroën. Mais la direction discute avec l'Etat pour que ces 70 % ne soient pas à sa charge. Au bout d'un temps de chômage partiel non défini, il leur sera proposé une formation. S'ils la refusent, ils seront licenciés tout de suite. S'ils ne se rendent pas à deux convocations, licenciement immédiat. S'ils refusent un reclassement, licenciement immédiat. S'ils sont absents sans motif des cours de formation, licenciement immédiat. De toute façon, qu'ils aient eu six mois ou six semaines de stage, le 30 juin 1985, c'est le licenciement. Ils peuvent aussi demander le bénéfice de l'aide au retour et... le bénéfice de l'aide à la création d'entreprise (sic).

Le plan social, on le voit, c'est le choix entre le licenciement tout de suite ou le licenciement un peu plus tard.

JEUDI 29 AOUT A AULNAY

Les travailleurs ont refusé de rentrer

Le jeudi 29 août, à 14 h 30, les travailleurs de l'équipe d'après-midi sont appelés à reprendre le travail. Les gardes mobiles sont là devant les portes, et les gardes-chiourme derrière les chicanes pour filtrer les travailleurs, les licenciés n'étant pas autorisés à travailler.

Au fur et à mesure de l'arrivée des cars, certains étant à moitié pleins, les ouvriers sont invités par les militants de la CGT à rester sur ce parking et à ne pas reprendre le travail. L'atmosphère est à la fois tendue et bon enfant.

Finalement, sur le millier de travailleurs présents, 80 seulement auraient repris le travail.

Face à la direction, les travailleurs ont marqué le coup. Ghazi s'adresse aux travailleurs, en grande majorité maghrébins, dès qu'ils sont regroupés en assemblée : « Je n'ai jamais donné, moi, l'ordre de ne pas rentrer, mais par des portes normales. On n'est pas des bêtes, on ne veut pas rentrer comme des rats par le grillage ».

Après un petit défilé vers la porte 1 où se trouvent les locaux de la direction, Ghazi

s'adresse dans la sono à Rossel, le directeur d'Aulnay : « Je vais vous dire, moi, Akka Ghazi, cariste, délégué CGT, secrétaire général de la section CGT d'Aulnay : je refuse les licenciements. (...) Les pouvoirs publics ont accepté les licenciements pendant l'absence des travailleurs, et de mettre des cages à rats devant les usines ».

Après avoir appelé les travailleurs à revenir le lendemain à 6 h du matin, et les licenciés à donner à la CGT leur nom et leur lettre, il invite les travailleurs à rentrer chez eux.

La rentrée à Saint-Ouen

Sur les deux usines de Saint-Ouen, Saint-Ouen Gare et Les Epinettes, il y a 87 licenciements. Les licenciés sont tous des OS. Les usines elles-mêmes comptent environ 1 200 personnes au total. Il y a 700 ouvriers, dont 400 professionnels. C'est parmi les 300 OS qu'il y a 87 licenciés.

La rentrée des employés et des ouvriers professionnels s'est faite mardi matin. Pour une rentrée de vacances, cela a fait un choc. Une seule porte était ouverte. Il fallait, pour rentrer, passer par des chicanes faites avec des caisses d'outils, montrer patte blanche, c'est-à-dire la carte

de service plus un laissez-passer envoyé à chaque non-licencié, plus une autre lettre envoyée avec le laissez-passer, précisant le jour de la reprise. La feuille était blanche pour la rentrée du mardi, elle était jaune pour le mercredi et bleue pour le jeudi.

Les gardiens ne suffisant pas, tout ce que l'usine compte de contremaîtres, chefs d'atelier ou simples gardes-chiourme était là pour demander les « papiers ».

Les travailleurs se sentaient comme en prison ou dans un camp de travail, et il y avait un malaise dans les ateliers. La maîtrise a demandé à des techniciens et

des employés de faire des heures supplémentaires pour garder l'usine jusqu'à 2 heures du matin ou pour venir plus tôt le matin. Et il s'est trouvé des volontaires pour cela.

Pour les rentrées des équipes mercredi soir et jeudi matin, il y avait eu plusieurs cars de gardes mobiles présents devant les portes, le fusil à la bretelle et effectuant des patrouilles dans les rues alentour.

Sur les 300 OS, seuls 80 sont rentrés, c'est-à-dire environ un sur trois non-licenciés. Les autres soit ont encore en congés, soit ont décidé de ne pas venir à l'usine.